

Olivier Maingain égratigne Ecolo

Son résultat électoral lors des communales n'était pas tout à fait satisfaisant. Alors Olivier Maingain, le patron de Défi, égratigne son nouveau rival en Région bruxelloise, Ecolo.

« Certains souhaitent une économie de la régression, le refus de toute forme de consommation car elle est une atteinte aux équilibres environnementaux », tranche-t-il dans une interview au *Soir*.

Olivier Maingain développe son attaque en règle : *« Il y a deux écologies : l'écologie de la récession et l'écologie du progrès. J'ai entendu certains candidats d'Ecolo prôner la première en assurant que certains types de magasins ou d'activités économiques n'avaient plus lieu d'être. J'appelle ça presque de la punition. »*

« Si Ecolo croit que l'écologie triomphante est un modèle unique, il se trompe. »

Alors pour les contrer, il met du vert dans son moteur. *« Il faut répondre aux attentes d'une nouvelle génération qui souhaite avoir accès à des services de qualité à proximité. »* ■

« L'écologie triomphante n'est pas l'unique modèle »

POLITIQUE Après un résultat électoral pas entièrement satisfaisant, Olivier Maingain égratigne le nouveau rival, Ecolo

- Le président de Défi est déçu par le résultat obtenu aux élections communales même s'il a eu de belles surprises en Wallonie.
- Il met du vert dans son moteur.
- « Il faut répondre aux attentes d'une nouvelle génération qui souhaite avoir accès à des services de qualité à proximité. »

ENTRETIEN

Olivier Maingain ne s'en cache pas : il espérait un meilleur résultat aux dernières élections communales. Celui qui restera président de Défi jusqu'en octobre 2019 se console en regardant la progression de son parti en Wallonie et se focalise sur la campagne qui arrive.

Est-on trop dur en classant Défi parmi les perdants du scrutin communal ?

Dire que c'est un échec serait injuste. On gagne pratiquement 50 % d'élus au total. Soyons clairs, on les gagne en Wallonie où nous avons eu de belles surprises. Qui aurait dit avant les élections qu'on aurait deux conseillers provinciaux à Namur ?

A Bruxelles, c'est le quasi-statu quo avec un élu en moins par rapport à 2012. C'est donc un résultat correct, même s'il est vrai que nous aurions aimé avoir une progression comme les sondages nous le laissaient espérer. On gagne des voix dans des communes où nous ne sommes pas forts traditionnellement mais on constate que dans les bastions historiques, les résultats sont moins favorables. A Auderghem par exemple, on savait que le retrait du MR de la liste du bourgmestre allait avoir un impact. Bon, quand on fait le calcul, cela n'explique pas toute la perte. A Ixelles, le résultat ne correspond pas du tout à notre potentiel.

Que s'est-il passé ?

Je crois que nous n'avons pas assez mis en avant nos capacités de bons gestionnaires et le fait que nous sommes déjà très à l'avance sur le plan des défis urbains. Les citoyens regardent leur environnement en termes de qualité de vie en fonction d'un certain nombre de critères de plus en plus exigeants : les écoles, les services publics offerts, la diversité commerciale et culturelle. On a peut-être eu une faiblesse de communication à ce niveau. En Wallonie, certaines équipes ont démarré la campagne très tardivement.

Où sont passés vos électeurs perdus ?

Je crois que nous avons eu des transferts depuis le MR. Je sais qu'ils consi-

dèrent que nous leur prenons des voix dans le Brabant wallon et Namur. A Bruxelles, je pense qu'on en a peut-être perdu au profit d'Ecolo.

La gouvernance n'était pas un thème assez porteur ?

Si nous avions fait totalement l'impasse sur le sujet, nous aurions eu l'interrogation qu'ont eue les électeurs à l'égard des autres partis traditionnels qui paient les affaires. Il y a quand même une sanction à l'égard du PS, MR et CDH. On ne pouvait pas se taire.

Aux communales, l'électeur se pose la question de l'équipe qu'il veut pour diriger sa commune. Avant, il trouvait très remarquable que le bourgmestre soit également ministre, il voyait ça comme un honneur pour la commune. Aujourd'hui, il a l'exigence que l'élu se consacre pleinement à sa fonction de bourgmestre ou d'échevin.

Quel impact pour les prochaines élections ?

Ceux qui se présenteront devront prendre l'engagement sur l'honneur de ne pas cumuler. Pour mi-décembre j'espère avoir une vue d'ensemble qui me permettra de donner les têtes de liste aux élections régionales, fédérales.

Qui par exemple ?

On va faire monter la nouvelle génération. On doit leur donner cette visibilité. Les électeurs sont en attente de nouvelles figures. Je pense à Sophie Rohonyi, Emmanuel De Bock, Joëlle Maisson, Michaël Vossaert et d'autres moins connus mais qui font un bon score au niveau communal comme Christophe Magdalijns.

Quel message porteront-ils ?

On est devant un enjeu considérable. Soit on va vers l'ultralibéralisme de la société au point que le politique n'a plus rien à dire. Soit on va vers un rejet total de la société du libre marché, au point qu'on peut avoir parfois des dérives dirigistes. Certains souhaitent une économie de la régression, le refus de toute forme de consommation car elle est une atteinte aux équilibres environnementaux.

Vous visez Ecolo ?

Il y a deux écologies : l'écologie de la récession et l'écologie du progrès. J'ai entendu certains candidats d'Ecolo prôner la première en assurant que certains types de magasins ou d'activités économiques n'avaient plus lieu d'être. J'appelle ça l'écologie de la régression, presque de la punition. J'en profite pour rendre hommage à leur efficacité. Un fait nouveau de cette élection est qu'Ecolo s'est structuré un peu comme le PS, sauf qu'eux s'appuient sur un réseau associatif très puissant. Il y a des mandataires écologistes qui s'appuient sur le « nouvel associatif », c'est-à-dire l'associatif non structuré de citoyens qui s'impliquent sur une thématique précise, font fortement pression, puis passent à autre chose.

Vous avez des exemples ?

Ecolo a mieux marqué sa présence que d'autres formations politiques au sein de la Plateforme citoyenne par exemple. Chaque fois qu'Ecolo détecte sur les réseaux sociaux ce type de mobilisation, ils envoient leurs émissaires et vont chercher éventuellement dans ce vivier des candidats.

N'est-ce pas plutôt que ceux qui se mobilisent ont des idées déjà proches d'Ecolo ?

Peut-être que nous sommes trop réservés par rapport à des mouvements citoyens totalement autonomes qui refusent l'intervention du politique. J'ai pu rassurer une partie de mes électeurs qui hésitaient à voter Ecolo en accueillant à Woluwe la famille de la petite Mawda, à la demande de la Plateforme citoyenne. Par exigence morale, je trouvais que je n'avais pas à exploiter ce thème-là mais j'aurais pu aller le dire sur un plateau télé. J'ai réalisé qu'Ecolo avait un nouvel électoral bourgeois qui passait avant du MR à Défi, parfois au CDH. Ce n'est pas l'ultra-gauche. Ils vont devoir clarifier leur position car beaucoup de ces gens ne sont pas du tout prêts à aller vers une économie dirigée et des choix de société imposés. Si Ecolo croit que l'écologie triomphante est un modèle unique, il se trompe. ■

Propos recueillis par
MAXIME BIERMÉ
BERNARD DEMONTY

LES PROPOSITIONS

Mobilité, logement, libéralisme social, Olivier Maingain trace les grandes lignes de la future campagne de Défi avec un concept clé : « Améliorer la qualité de vie des gens via des services publics et privés accessibles et de qualité ».

1 Une prime de remplacement pour les vieilles voitures

« On parle souvent de la fracture numérique mais se mettre au niveau des exigences environnementales a aussi un coût social. Pour répondre à cette "fracture écologique", je vais déposer un projet de loi qui consistera en une sorte de "prime à la casse" à destination de ceux qui doivent se débarrasser de leur voiture qui n'est plus autorisée à circuler dans la zone de basse émission en Région bruxelloise. On se différencie d'Ecolo qui ne propose que la sanction, pas l'accompagnement social. Or, pour les plus riches, c'est facile de changer de véhicule contrairement à la majorité des gens qui gardent leur auto dix ans voire plus. Concrètement, cette prime pourrait être l'équivalent du montant de la TVA sur l'achat du nouveau véhicule avec des plafonds en fonction des revenus ou du modèle que vous achetez. »

2 Une prime pour l'abandon de la voiture en ville

« La nouvelle génération vit la ville autrement. Elle veut tout à proximité : la piscine, l'école, le stade communal pour pouvoir y aller à pied ou à vélo. Dès le début de l'année 2019, je vais mettre en place dans ma commune de Woluwe-Saint-Lambert une prime pour les personnes qui viennent s'installer et décident d'abandonner leur véhicule. Le montant débutera à 150 euros par an environ mais il augmentera chaque année pour éviter les effets d'aubaine et rester dans la logique de l'abandon. Au bout de six-sept ans, cela représenterait environ 1.500 à 2.000 euros qui peuvent être réinvestis dans un vélo électrique ou les abonnements de transport en commun des enfants. »

3 Une prime logement pour les jeunes ménages

« À Bruxelles, il n'y a pas de pénurie de logement mais de certains types de logements. Plutôt que de construire, il faut travailler sur l'adéquation entre l'offre et la demande. J'ai testé un système à Woluwe-Saint-Lambert où la commune rembourse une partie du précompte immobilier en fin d'année. Au bout de sept ans, cela représente environ 1.300 euros. Cela permet à des jeunes familles de devenir propriétaires. Ils investissent, rénovent et font vivre le patrimoine tout en contribuant aux finances de la commune. Il y a un retour sur investissement. »

4 Les taxis moins chers à la campagne

« Le vrai enjeu en Wallonie, c'est la mobilité et l'accessibilité à certains services. Rendre le transport public partout est impayable. L'offre est figée. Il est temps d'imaginer des partenariats public-privé pour, par exemple, répondre à la demande des gens qui vivent en milieux péri- ou semi-urbain et ne veulent pas rentrer du spectacle ou du restaurant en voiture. On pourrait ajouter à la TVA un pourcentage très faible sur certains types de services, qui financerait une offre de transports partagés à meilleur coût. Les alternatives sont trop chères actuellement, surtout à la campagne. On doit faciliter l'accès à ce type de services, par exemple en rendant les taxis moins chers. Même si l'universalité de l'impôt ne passe plus chez certains, je crois qu'ils peuvent l'accepter s'ils ont la certitude que la perception de leur revenu sera affectée à un objectif déterminé. »

M.BMÉ, B.DY

ÉLECTIONS DE MAI 2019**Le décumul pas tout à fait intégral de Défi**

Depuis les scandales, Défi s'est positionné avec succès sur les questions de gouvernance. Avec, en tête de gondole, le décumul intégral. Mais on apprend que les candidats Défi élus bourgmestres, tel Didier Gosuin, pour prendre un exemple, pourront quand même se présenter au prochain scrutin (régional, législatif ou européen). Et on se demande s'il ne serait pas plus clair de dire qu'une fois élu quelque part en octobre, on ne se représente plus en mai. Ce n'est pas l'avis du président de Défi. *« On peut concevoir qu'il y ait une forme de soutien à des listes. »*

Et Olivier Maingain de pointer du doigt... Ecolo. *« Regardez Jean-Marc Nollet (député fédéral et co-président de parti, qui a bénéficié d'une dérogation à l'interdiction de cumul interne au parti, NDLR). Zakia Khattabi (co-présidente d'Ecolo) m'avait déjà dit : "Être coprésident d'un parti et ne pas être dans l'arène parlementaire, ce n'est pas l'idéal." Quand je dis qu'Ecolo est devenu pragmatique, ils sont même devenus très pragmatiques par rapport à leurs propres principes mais je ne juge pas. »* Olivier Maingain n'interdira même pas formellement qu'un bourgmestre ou échevin soit en ordre utile sur une liste. *« Mais*

on n'assumera que le dernier mandat pour lequel on est élu. »

Mais n'est-ce pas là une reculade par rapport à la conception la plus pure du décumul ? *« Non, répond Olivier Maingain. Il y aura un décumul. Il n'y a personne qui sera bourgmestre et député chez nous, c'est très clair. »* On insiste un peu : n'est-ce pas tromper les électeurs communaux, qui ont cru voter pour un(e) mandataire qui resterait à son poste ? *« Je vais être franc, répond Olivier Maingain. Ce n'est pas ce que je voulais ni ce que je dis en interne mais certains me disent, plutôt des échevins, qu'ils préféreront assumer demain une fonction de député plutôt qu'une fonction communale. C'est admissible. C'est la même logique que ceux qui disent, et il y en a beaucoup dernièrement : "j'étais député et je deviens échevin dans ma commune." »*

Une exception quand même : le cumul avec la fonction de président de Défi. *« Le président n'a jamais été rémunéré dans notre parti, et je n'ai jamais dit qu'il n'y avait pas de cumul dans ce cas-là. Le futur président ou la future présidente doit être un ou une mandataire car cela donne une prise sur la vie politique. »*

M.BMÉ, B.DY

ANALYSE

Ecolo dans le viseur

Face au ras-le-bol des partis traditionnels, Oliver Maingain espérait tirer son épingle du jeu lors des communales en imposant par la même occasion la nouvelle marque Défi. Les sondages le portaient, le choix de miser sur le thème de la gouvernance semblait judicieux.

Sauf que cela n'a pas parfaitement fonctionné... A Bruxelles, à l'exception de sa commune, Woluwe-Saint-Lambert, Défi perd des plumes, surtout dans ses bastions historiques du sud. En Wallonie, l'objectif des cinquante communes est atteint mais on est loin de la percée annoncée dans les sondages.

Le président a fait son analyse : Défi a pris des voix au MR en Wallonie mais s'en est fait chiper par Ecolo à Bruxelles. Du coup, au risque de récupérer un peu trop ostensiblement le discours vert, il dit que lui aussi a des propositions concrètes en matière de mobilité, logement et services. Mais qu'en votant Défi, on sauvera la planète sans subir la vision parfois radicale de certains militants Ecolo : *« Pour moi, il faut trouver un nouvel équilibre qui concilie libre marché et liberté des citoyens dans ce qu'ils souhaitent comme vie personnelle. »*

Tout en *« rendant hommage »* (perfidement) à la faculté d'Ecolo de placer ses *« émissaires dans des associations qui se voulaient totalement apolitiques »*, il avertit ses (anciens) électeurs de la vision *« dirigiste »* en interne qui serait loin du discours *« pragmatique de certains leaders »*. À l'écouter, on aurait presque l'impression qu'il parle du PTB. Un petit repositionnement semble donc à l'œuvre. Une accélération de la mutation du parti, en misant sur la nouvelle génération. Il faudra aussi préciser quelque peu le discours sur le décumul. Le message que porte le député fédéral, président de parti et bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert est un peu brouillé. Olivier Maingain obligera les bourgmestres et échevins qui se présenteront en mai à choisir après les élections, assure-t-il. Sauf que jusqu'ici, on avait compris qu'ils ne pourraient pas se présenter sur les listes tout court.